PAUL GODT

Mendès France et les gauches, 1953-1958

Au cours des dernières années de sa vie, Pierre Mendès France acquit une sorte de vénération due aux hommes légendaires, vénération qui grandissait au fur et à mesure que l'on s'éloignait de l'époque où il fut président du Conseil. Pour beaucoup de gens Mendès reste l'homme du destin inachevé, l'homme dont la rigueur morale, la passion de la vérité, la rectitude avaient soulevé d'énormes espoirs de renouveau dans les mœurs politiques de la République.

On a pu écrire qu'il n'était pas lui-même « mendésiste », terme qu'il récusait dans la mesure où il ne voulait pas se confiner dans une doctrine politique, sinon celle de l'intégrité intellectuelle. Non conformiste dans un monde politique de médiocrité orthodoxe, il préféra l'action à l'idéologie et adopta comme précepte du pouvoir : « Gouverner, c'est choisir. » Il est néanmoins vrai qu'il a fait école, que beaucoup se sont inspirés de ses principes et de ses méthodes. Le mendésisme est devenu un des fondements éthiques de la gauche moderne en France : aux aspirations sociales de la gauche traditionnelle, Mendès France a ajouté l'empirisme de l'analyse économique.

Etait-il réellement de gauche ? La question peut paraître irrévérencieuse, tant l'homme a combattu toute sa vie dans cette optique. Mais de même que le mendésisme n'a existé que dans l'esprit des autres, ce sont eux qui l'ont situé sur l'échiquier politique. Les attitudes des gens de gauche vis-à-vis du mendésisme peuvent à la fois nous aider à mieux cerner le phénomène, et en même temps nous éclairer sur les raisons du destin inachevé.

Tout d'abord, de quelle gauche s'agit-il ? Si nous limitons notre regard aux années 50, force est de constater que la gauche comprend

principalement le Parti communiste (PCF) et le Parti socialiste (SFIO) ; à leurs franges il existait également un certain nombre de « chapelles » d'idées, qui groupaient des dissidents communistes et socialistes, des progressistes, des gaullistes de gauche, et des chrétiens. On ne saurait exclure les syndicats ouvriers, principalement la CGT, FO, et la CFTC, dont les actions prolongeaient souvent celles des partis. Il serait donc plus exact de parler *des* gauches. Noter leur désunion ne doit pas cependant nous faire oublier qu'à différents moments et pour différentes raisons, ces forces de gauche cherchaient à constituer un grand mouvement. C'est dans le contexte de ces diverses démarches en vue de créer l'union qu'il faut situer les attitudes et les comportements envers le mendésisme. Car, si les calculs des uns devaient prendre en compte les calculs des autres, le phénomène Mendès a bouleversé tous les calculs.

Le Parti communiste, pour des raisons de stratégie internationale — la guerre froide — et pour des raisons de politique intérieure — la compétition avec les socialistes — avait choisi depuis 1947 la position confortable de critique systématique de tous les gouvernements et de toutes les politiques. La SFIO, prise en tenaille entre un PC puissant et sectaire et un gaullisme bonapartiste, et tiraillée entre des tendances internes (les « traditionnalistes » et les « rénovateurs »), avait opté pour un discours marxiste et un comportement pragmatique. Les petits groupes d'intellectuels rêvaient de briser le monopole de ces deux grands partis, archaïques et sclérosés à leurs yeux, et de créer une nouvelle gauche capable de mobiliser toutes les forces populaires pour rompre avec le capitalisme.

Les gens de gauche ne pouvaient manquer d'être fascinés par Pierre Mendès France. Il était l'homme des choix, le premier depuis de Gaulle à proposer dans un langage clair, volontaire, et dénué d'arrière-pensées, des solutions aux grands problèmes du jour, que ce soit le colonialisme, le développement économique, la gestion de l'Etat, ou les tensions internationales. Sa réputation d'homme intègre, d'économiste rigoureux, fut gagnée aux côtés de Blum en 1938 et de de Gaulle en 1944-1945. Depuis 1950 ses condamnations véhémentes et répétées de la guerre en Indochine lui valaient, aux yeux du public, le titre de Cassandre, incontestablement dans l'opposition.

Les communistes n'avaient cessé de décrier le colonialisme français en Indochine et la situation de dépendance vis-à-vis des Etats-Unis qui en découlait. Si la position des socialistes était moins nette, ils étaient de plus en plus nombreux à critiquer la poursuite d'une solution militaire. La crise ministérielle de 1953 semblait offrir

l'occasion à un homme d'opposition de venir au pouvoir ; le président Auriol invita Mendès France à chercher l'investiture. Puisque ni le PC ni la SFIO ne pouvait faire élire un des leurs, apporteraient-ils leur soutien à Mendès ?

Leurs réponses furent nuancées et surtout influencées par d'autres considérations. Les communistes étaient circonspects. Ils jugeaient la politique générale de Mendès « profondément antisociale » et condamnaient sa fidélité à l'Alliance atlantique. Certes, il dénonçait la guerre, mais pour eux, comme pour d'autres, le problème majeur était le projet — d'origine française — de création d'une armée européenne, la CED incorporant des unités de l'Allemagne de l'Ouest. Des gouvernements successifs avaient dû, afin de survivre, remettre constamment à plus tard la ratification de ce traité, tant les passions de part et d'autre étaient vives. Mendès France, l'homme des choix, s'était engagé à lever l'obstacle. Fallait-il approuver le réarmement allemand pour obtenir la paix en Indochine ? Devant ce dilemme, le PC vota contre l'investiture.

La circonspection communiste à l'égard de Mendès France peut aussi s'expliquer par le fait que les aspects novateurs et progressistes de son programme avaient de quoi attirer une grande partie de l'électorat de gauche ; il fallait donc l'écarter, tout en le ménageant, car il pouvait « gêner l'unité d'action de la classe ouvrière (1) ».

Les dirigeants socialistes essayèrent d'abord de dissuader Mendès France de se présenter : à leur avis, il n'avait aucune chance de rallier les socialistes à sa cause. Mendès eut raison de ne pas suivre ce conseil, car ses partisans à la SFIO convainquirent une majorité de leurs collègues, obligeant l'ensemble du groupe parlementaire à le soutenir. Toutefois, Mendès ne reçut pas l'investiture. Guy Mollet s'était-il trompé dans ses estimations ? Ou avait-il trop bien jaugé les sentiments de ses troupes ? Etant donné les conflits internes à la SFIO, un gouvernement formé par Mendès France semblait aux dirigeants socialistes menacer leur contrôle du parti. « Il ne pourrait rien arriver de pire à la gauche », disait Guy Mollet à ses proches (2). Et puis Mendès avait fait savoir qu'il ne négocierait pas la composition de son gouvernement avec les partis.

Chez les socialistes aussi la CED posait un problème de taille, mais au contraire des communistes, ils étaient profondément divisés sur la question. Ceux qui y étaient favorables, craignant une défaite, cherchèrent à torpiller l'entreprise de Mendès afin de gagner du temps.

(1) *L'Humanité*, le 4 juin 1953.
(2) Cité par Edouard Depreux, *Souvenirs d'un Militant*, Fayard, 1972, p. 404.

La critique des intellectuels de gauche rejoignait en gros celle des communistes. Tout en se félicitant qu'on ait eu à faire appel à Mendès France, ils insistèrent pour rappeler aux gens de gauche que Mendès « ne saurait être « notre homme » » (3). N'étant pas socialiste à leurs yeux, et néanmoins perçu comme un homme de gauche, il ne pouvait qu'embrumer le débat idéologique. En ne prenant pas leur analyse comme point de départ, s'il arrivait à ses fins, il remettrait en question toute leur démarche de regroupement, toutes leurs thèses sur l'unique façon de concevoir la gauche.

Un an plus tard, la situation politique n'était plus la même. La chute de Dien Bien Phu, en mai 1954, après le refus des Etats-Unis d'intervenir militairement pour désenclaver les troupes françaises, mit fin à toute possibilité de solution militaire en Indochine. La Conférence de Genève, ouverte le 27 avril, s'était enlisée, puisque Bidault, le ministre des affaires étrangères, refusait de parler avec les représentants des forces adverses. Devenu l'incarnation d'une politique de négociation directe, surtout depuis son discours fulminant à la tribune de l'Assemblée le 9 juin, Mendès France fut appelé pour extraire la France d'une situation militaire désastreuse.

Cette fois-ci, le Parti communiste adopta une position sans détour en faveur du candidat à l'investiture, pour lui donner « les moyens de faire la paix en Indochine ». Pourtant, Mendès n'avait rien changé à son programme. Ce soutien fut d'autant plus inattendu qu'il avait indiqué qu'il démissionnerait si son élection reposait sur les voix communistes (4).

Comment expliquer ce revirement du PCF ? En premier lieu, Mendès était l'homme qui pouvait mettre fin à la guerre d'Indochine, dans des conditions politiques favorables au Viêt-minh, et avant que les Américains ne puissent marchander leur intervention militaire contre le réarmement allemand. D'ailleurs, le PC a pu conclure qu'une majorité défavorable à la CED se dessinait à l'Assemblée. Le vote sur le traité permettrait à la fois d'enterrer la CED et d'affaiblir les socialistes en ravivant leurs dissensions à cet égard. On peut également penser, avec Mendès France, que le soutien communiste résulta de l' « onde de choc » provoquée par sa popularité parmi les électeurs et les militants de base communistes (5). Très sensibles à

(3) Claude Bourdet, L'étape Mendès France, *L'Observateur*, le 4 juin 1953.

(4) Dans les négociations qu'il devait entreprendre avec l'adversaire, P. M. F. ne voulait pas que ses positions diplomatiques soient déterminées par ceux qui, en France, appuyaient le Viêt-minh.

(5) V. Jean Lacouture, *Pierre Mendès France*, Ed. du Seuil, 1981, p. 212.

la démarche « anti-Système » de Mendès, les militants n'avaient pas compris l'attitude de leur parti douze mois plus tôt.

Chez les militants socialistes aussi, Mendès exerçait encore un certain charme. Toujours méfiant, Guy Mollet dut admettre qu'il eût été « politiquement impossible pour la SFIO de voter contre Pierre Mendès France » (6). Contraint de voter l'investiture, le secrétaire général de la SFIO invoqua des raisons de discipline de parti pour refuser que des socialistes siègent au gouvernement. Le problème de la CED figura aussi dans ce refus. Les deux tiers des militants socialistes s'étaient prononcés en faveur de la ratification du traité, alors que la moitié des députés y demeurèrent hostiles (7). Dans ces conditions, non seulement la participation au gouvernement était hors de question, mais le soutien accordé le serait uniquement pour les négociations sur l'Indochine.

Une fois la paix approuvée, Mendès s'engagea à réviser le projet de la CED en vue d'obtenir un compromis acceptable par une large majorité. Au sein du gouvernement, comme parmi les pays signataires du traité, cette tentative échoua. Le gouvernement présenta donc le projet non modifié devant l'Assemblée, fin août, sans prendre parti. Les communistes et leurs alliés progressistes furent résolument et unanimement contre. La fragile cohésion socialiste se brisa : 53 députés (sur 105) refusèrent la discipline du parti et votèrent le rejet du traité. Bien que de nombreux « cédistes » en aient voulu à Mendès France d'avoir fait enterrer le projet européen, la crise fut néanmoins dénouée, ce qui permit la recherche d'une solution de rechange.

Les accords de Londres et de Paris, signés au mois d'octobre 1954, prévoient le réarmement allemand (sous contrôle allié) et l'intégration de la République fédérale d'Allemagne dans la nouvelle Union de l'Europe occidentale et dans l'OTAN. Ces accords confirmèrent la rupture définitive entre Mendès France et les communistes, mais ils permirent à la SFIO de retrouver son unité, la plupart des « anticédistes » se ralliant à l'engagement personnel de Mendès, sinon à ses thèses.

La relance du réarmement allemand provoqua dans la presse de gauche un véritable réquisitoire. Dans *Combat*, Jean Fabiani parla des espoirs déçus. Pour Marcel Péju, dans *Les Temps modernes*, « Mendès

(6) Cité par Depreux, p. 407.

(7) Puisque la ligne de démarcation entre « cédistes » et « anticédistes » ne coïncidait pas avec celle qui divisait le Parti sur des questions de politique intérieure, la SFIO était immobilisée, mais non disloquée.

France fait don de sa personne à l'alliance atlantique ». Et Claude Bourdet, dans *France-Observateur*, abonda dans le même sens, comparant ceux qui voteraient la reconstitution de la *Wehrmacht* à ceux qui avaient voté les pleins pouvoirs à Pétain, et implora Mendès France de faire confiance à ses amis plutôt qu'à ses ennemis (8). En effet, les 18 députés qui votèrent contre ces accords furent des mendésistes : leur refus de discipline leur valut l'exclusion de la SFIO, anéantissant ainsi l'opposition interne à Guy Mollet.

Après la signature des accords, la tâche principale du gouvernement serait dorénavant la politique économique et sociale, dont les socialistes pouvaient partager les objectifs. Leur participation au gouvernement revint donc à l'ordre du jour. Profitant d'un regain d'enthousiasme au sein de la SFIO, Mendès proposa des portefeuilles à six socialistes, « les soutiens les plus convaincus et les plus fidèles » (9).

Une fois de plus, Guy Mollet rejeta l'offre : « Si les socialistes entrent dans un gouvernement, ce n'est pas pour participer à la gestion, fût-elle bonne, de la société bourgeoise, mais pour transformer cette société... » (10). Les partisans de Mendès avaient beau lui rétorquer que des socialistes avaient déjà contribué à la gestion — mauvaise, disaient-ils — de la société bourgeoise, sans pour autant la transformer, Mollet fit prévaloir, dans un congrès extraordinaire, sa motion de « participation conditionnelle ». Le programme que Guy Mollet proposa, un « refus mal camouflé » pour Edouard Depreux, fut repoussé par Mendès : en tant que chef du gouvernement, il ne pouvait s'abaisser à négocier avec un parti politique. D'après Alain Gourdon, les manœuvres du chef de file des socialistes s'expliquent par des considérations d'ordre personnel : non seulement Guy Mollet était « exaspéré » par l'emprise de ce non-socialiste sur ses camarades, mais Mendès avait tout simplement omis de lui proposer un ministère (11).

Edouard Depreux voit dans le refus de participation la conséquence d'une « mauvaise conscience » : « Nous sentions bien que c'est nous, socialistes, qui aurions pu prendre certaines des mesures qu'il a prises » (12). On peut aussi conclure au calcul tactique : les coups portés par le MRP et certains radicaux à l'encontre du Gouvernement

(8) « Pire qu'à Vichy », *France-Observateur*, le 23 décembre 1954.
(9) Augustin Laurent, Albert Gazier, Robert Lacoste, Gaston Defferre, Marcel David, et Alain Savary.
(10) Cité par Depreux, p. 407.
(11) Alain Gourdon, *Mendès France ou le rêve français*, Ed. Ramsay, 1977. p. 81.
(12) Depreux, p. 408.

Mendès France n'atteindraient pas la SFIO, qui préserverait ainsi ses options pour l'avenir.

Bien que les socialistes aient continué jusqu'au bout de soutenir la politique gouvernementale, leur présence au Gouvernement aurait vraisemblablement aidé Mendès à orienter le programme économique d'Edgar Faure, son ministre de l'économie, dans un sens plus audacieux. L'absence de cette caution SFIO a rendu Mendès France plus vulnérable aux critiques sévères des syndicats et des intellectuels de gauche, déçus par sa loyauté envers l'Alliance atlantique et par la continuation de la politique conservatrice qu'Edgar Faure avait entamée sous le gouvernement précédent.

La ratification des accords de Paris et de Londres, le 30 décembre 1954, marqua le début de la fin de l' « expérience Mendès ». Ayant terminé la guerre d'Indochine (et vu s'ouvrir celle d'Algérie), initié le processus de décolonisation en Tunisie, et écarté l'obstacle de la CED, Mendès n'eut finalement pas le temps de se consacrer pleinement à l'assainissement et au développement de l'économie, comme il l'aurait voulu. Mais sa chute, le 5 février 1955, ne fut pas tant la conséquence de ses options politiques — extérieures ou intérieures — que le résultat des machinations tactiques et stratégiques des partis. Le « Système » a fini par rejeter l'*outsider*, le gêneur.

En refusant de se situer dans l'idéologie dominante à gauche et dans les combines immobilistes du « Syndicat des présidents du Conseil », Mendès avait défié le « Système » et rassemblé derrière lui, pour un certain temps, tous ceux que le « Système » frustrait. Même les petits groupes de gauche, eux aussi engagés dans une démarche de rénovation, subirent les effets du mendésisme. Claude Bourdet et Gilles Martinet, de *France-Observateur*, avec d'autres intellectuels, dont Emmanuel d'Astier de La Vigerie, Louis Vallon, Léo Hamon, étaient en train d'organiser une « Nouvelle Gauche », qui eut son premier Congrès en 1955, pour se transformer par la suite en Union de la Gauche socialiste (UGS). Mendès bloqua leur mouvement vers un nouveau Front populaire, en attirant à lui des jeunes, des cadres, des syndicalistes, des hauts fonctionnaires, que la Nouvelle Gauche espérait séduire. Ces intellectuels, bien que très sceptiques à l'égard de Mendès France, avaient néanmoins souhaité son investiture, car, s'il échouait, « alors une certaine hypothèque serait levée, et pour beaucoup les problèmes seraient plus clairs » (13).

Mendès ne disparut pas cependant, après la chute de son Gou-

(13) Gilles Martinet, M. Mendès France ne doit pas se dérober, *France-Observateur*, le 17 juin 1954.

vernement. Ce n'était pas un Front populaire qu'il voulait ressusciter, mais un Cartel des Gauches. Dans ce but, il se lança à la conquête du Parti radical. S'il pouvait rénover les structures et la doctrine de ce Parti, et inspirer le même procédé à la SFIO et au MRP, il pourrait « épurer le régime parlementaire en l'arrachant au Système » (14).

Avant que Mendès ait pu effectuer sa réorganisation, Edgar Faure, son successeur à la tête du Gouvernement, provoqua des élections anticipées, pour couper court au projet. Afin de parer à cette offensive, Mendès France et Guy Mollet acceptèrent de former un Front républicain, auquel se joignèrent l'UDSR de François Mitterrand et les Républicains-Sociaux de Jacques Chaban-Delmas. Ce Front fut bâti sur quatre partis tous atteints par des querelles de personne, et tous espérant mettre à leur profit la popularité encore grande de Pierre Mendès France. S'appuyer sur le nom de Mendès devait permettre à Guy Mollet de ressouder son parti et de mettre un terme à son déclin électoral (15). Une gauche ainsi revigorée obligerait peut-être le PC à sortir de son ghetto.

Le jeu des investitures et des alliances créa une certaine confusion lors de la campagne, mais dans l'ensemble les élections du 2 janvier 1956 offrirent un choix clair entre la majorité sortante et le Front républicain. Bien qu'aucune majorité ne soit sortie des urnes, les partis du Front — et surtout le Parti radical — avaient nettement progressé. Il était indéniable que le Front devait son succès à Pierre Mendès France. Ceux qui votèrent pour les candidats au « bonnet phrygien » (le symbole de l'investiture du Front) croyaient assurer le retour de P. M. F. à la tête du Gouvernement (16). Cependant, puisque les socialistes furent plus nombreux que leurs alliés, et qu'aucun contrat n'obligea le choix du « leader moral » du Front, Guy Mollet accepta la charge lorsque le Président Coty lui proposa de former un gouvernement. De toute façon, le MRP, dont le soutien était nécessaire pour obtenir une majorité, récusa Mendès France.

Pour les mêmes raisons, Mendès n'eut pas non plus les Affaires étrangères. En dépit de leur accord qui devait donner au candidat malheureux à la présidence du Conseil ce ministère, Guy Mollet céda, sans beaucoup de résistance, aux pressions des « européens » du MRP et du Parti radical. Sachant qu'il n'aurait pas les moyens d'empêcher

(14) Gourdon, p. 175.

(15) La SFIO avait perdu, depuis 1945, près de la moitié de ses électeurs, et plus de la moitié de ses adhérents.

(16) Gourdon, p. 194 ; Lacouture, p. 411 ; Depreux, p. 427 ; et Philip M. Williams, *Crisis and Compromise : Politics in the Fourth Republic*, Garden City, Doubleday & Company, 1966, p. 53-54.

les effets inflationnistes de la politique sociale du Gouvernement, Mendès dut refuser l'offre du ministère des finances. Malgré le « pénible désaveu » infligé par Mollet, Mendès accepta finalement d'être ministre d'Etat — sans portefeuille — pour pouvoir suivre de près et orienter la politique algérienne du gouvernement.

En peu de temps, Mendès se voyait devenir le témoin impuissant, voire la caution morale, d'une politique à l'opposé de la sienne. Préférant donner la priorité au dialogue, il se sentit obligé de démissionner d'un Gouvernement qui axait sa politique uniquement sur la répression. Comme, de surcroît, le conflit en Algérie réveilla de fortes émotions nationalistes, l'attitude de Mendès le sépara de l'opinion publique. En quittant le centre d'action, alors que ses collègues radicaux restèrent au Gouvernement, il perdit aussi de l'autorité dans son parti, dont il quitta la direction un an plus tard. Le « Système » l'avait battu, mais pas avant de l'avoir exploité, d'abord comme « liquidateur de faillite » (l'Indochine), et puis comme image de marque (le Front républicain), et enfin comme caution morale (l'Algérie).

En fin de compte, ce fut de Gaulle, et non Mendès France, qui fit éclater le Système. Mendès était de ceux qui avaient souhaité le retour du Général afin de rétablir la paix en Algérie, mais il ne pouvait donner son approbation aux circonstances dans lesquelles s'effectua ce retour. Craignant pour la survie de la démoeratie, il assista à la création, en juillet 1958, de l'Union des Forces démocratiques, groupant divers opposants à la nouvelle constitution. Mais la Ve République bouleversa totalement les données politiques, faisant éclater une gauche déjà morcelée.

Les dissidents SFIO qui refusèrent de suivre leur parti derrière de Gaulle formèrent le Parti socialiste autonome (PSA), retrouvant ensuite l'UGS de Bourdet et d'autres mini-groupes dans le Parti socialiste unifié (PSU). Ils réussirent à obtenir l'adhésion de Mendès France, dont ils « convoitaient » la renommée, le prestige. Ironie du sort : pour Mendès, le PSA et puis le PSU ne seront que « les deux églises du Colombey » (17) ; mais pour ces mouvements, composés en partie d'hommes qui l'avaient combattu, Mendès sera ce qu'il avait toujours été, le symbole d'intégrité, de rigueur, des choix.

(17) Gourdon, p. 209.

PAUL GODT. — **Pierre Mendes France and the Parties of the Left.**

Pierre Mendes France, in the latter years of his life, achieved near legendary status as statesman of the Left in France. An examination of his years in and out of power reveals that his relations with the parties and movements of the Left were largely characterized by their seeking to exploit his broad popularity. His own strategy for transforming the « System » often conflicted with their efforts to survive in it.

RÉSUMÉ. — *Pierre Mendès France, dans ses dernières années, atteint la stature d'homme d'Etat de la gauche. Un examen de sa période au sommet de la vie politique révèle que ses rapports avec les partis et mouvements de la gauche furent caractérisés par des tentatives pour exploiter sa grande popularité, lorsque sa propre stratégie pour transformer le « Système » fut souvent en conflit avec leurs efforts pour y survivre.*